

des institutions du Nord. Elles ne reflètent pas nécessairement les besoins ou les objectifs du Sud. Cette affirmation a été renforcée par Mahbub ul Haq, qui a informé le Comité que la Banque mondiale avait transféré 22 milliards de dollars dans le Tiers-Monde en 1992, mais qu'elle avait aussi encaissé des prêts de 23,7 milliards. Tim Draimin a demandé une démocratisation et une réforme du FMI, de la Banque mondiale et du GATT :

Ces institutions supranationales doivent être appelées à rendre des comptes aux populations tant du Sud que du Nord³¹.

Recommandation n° 4

Le Comité recommande que le gouvernement du Canada contribue à régler les problèmes des pays en développement (dette extérieure, accès limité aux marchés, affaissement du cours des denrées et termes de l'échange désavantageux) en exerçant des pressions sur la scène internationale afin qu'on adopte les réformes voulues au sein des Nations Unies et des institutions financières internationales pour poursuivre l'objectif du développement durable comme le propose l'Agenda 21, c'est-à-dire par le truchement des politiques sur le commerce et l'aide étrangère et d'autres politiques économiques.

³¹ Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de l'environnement, fascicule n° 46, le 17 novembre 1992, p. 12.